



*Liberté • Égalité • Fraternité*  
**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

**PREFET DU NORD**

Secrétariat général  
de la préfecture du Nord

Direction  
des politiques publiques

Bureau des installations classées  
pour la protection de l'environnement

Réf : DIPP-Bicpe/AC

**Arrêté préfectoral imposant à la Société EDF des  
prescriptions complémentaires relatif à la prévention  
du risque lié à la radioactivité naturelle renforcée  
concernant son établissement situé à PONT-SUR-  
SAMBRE**

Le Préfet de la région Nord - Pas-de-Calais  
Préfet du Nord  
Officier de l'ordre national de la légion d'Honneur  
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement notamment l'article R512-31 ;

Vu le code de la santé publique, en particulier ses articles R1333-11 et R1133-11-1 ;

Vu l'arrêté ministériel du 25 mai 2005 relatif aux activités professionnelles mettant en œuvre des matières premières contenant naturellement des radio nucléides non utilisés en raison de leurs propriétés radioactives, et sa circulaire d'application du 11 juillet 2005 ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 7 juillet 1989 autorisant EDF à poursuivre l'exploitation, sur le territoire de la commune de PONT-SUR-SAMBRE, d'une centrale thermique d'une puissance de 250 MW ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 février 2004 imposant à EDF des prescriptions complémentaires pour la remise en état du site de l'ancienne centrale thermique de PONT-SUR-SAMBRE ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 juillet 2010 relatif à la prévention du risque lié à la radioactivité naturelle renforcée ;

Vu l'avis du Haut Comité pour la Transparence et l'Information sur la Sûreté Nucléaire (HCTISN) en date du 7 novembre 2008, en particulier sa recommandation n°17 :

*« Le Haut comité recommande que l'information sur la surveillance des eaux souterraines des INB, des INBS et des sites d'entreposage de déchets... s'intéresse aussi bien aux substances chimiques que radiologiques. » ;*

Vu la circulaire du Ministre de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement Durable et de la Mer en date du 18 juin 2009, relative à la mise en œuvre de l'avis du HCTISN susvisé ;

Vu le guide n°DEI/SARG/2008-036 de l'Institut de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire, relatif aux éléments pour la caractérisation radiologique des matières et effluents en application de l'arrêté ministériel du 25 mai 2005 susvisé ;

Vu l'étude générique intitulée « radioactivité naturelle des cendres de charbon – étude de l'exposition de la population aux rayonnements ionisants d'origine naturelle » du 06 septembre 2007 établie par Electricité de France ;

Vu le rapport du 10 décembre 2010 de Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du Nord lors de sa séance du 18 janvier 2011 ;

Considérant que les dépôts de cendres issues de la filtration des gaz de combustion des centrales thermiques au charbon sont des sites d'entreposage de déchets en provenance d'installations classées pour la protection de l'environnement ;

Considérant

- que le charbon présente une radioactivité naturelle ;
- que la combustion du charbon dans les centrales thermiques concentre dans les gaz de combustion les éléments radioactifs naturellement présents dans le combustible fossile ;
- que par conséquent, les dépôts de cendres issues de la filtration des gaz de combustion des centrales thermiques au charbon constituent potentiellement des sites à radioactivité naturelle renforcée ;

Considérant qu'il ressort de l'avis du HCTISN du 7 novembre 2008 et de la circulaire du 18 juin 2009 susvisés :

- qu'une révision de la surveillance environnementale des sites de stockage ou d'entreposage de déchets radioactifs, y compris ceux qui ne sont concernés que par la problématique « radioactivité naturelle renforcée » est indispensable, pour suivre, lorsque cela est pertinent, les polluants radioactifs ;
- qu'un marquage radioactif peut être constaté dans les eaux souterraines ;
- qu'il appartient aux exploitants des sites d'entreposage de matières ou de déchets contenant de la radioactivité naturelle renforcée de mener les études visant à contrôler et caractériser l'existence d'un tel marquage radioactif ;

Considérant que la société EDF est le dernier exploitant connu de l'administration pour le site de Pont-sur-Sambre ;

Considérant que la surveillance des eaux souterraines menée sur le site de Pont-sur-Sambre en application de l'arrêté préfectoral du 7 juillet 1989 susvisé ne vise que des paramètres physico-chimiques et aucun paramètre radiologique ;

Considérant qu'il y a donc lieu de prendre en compte les paramètres radiologiques dans la surveillance des eaux souterraines du site de Pont-sur-Sambre ;

Considérant la possibilité offerte par la circulaire du 18 juin 2009 susvisée de procéder dans un premier temps à une campagne de courte durée avant de statuer définitivement sur la nécessité d'un suivi pérenne des paramètres radiologiques dans les eaux souterraines ;

Considérant que l'étude générique visée ci-avant repose sur des modélisations génériques qu'il y a lieu de vérifier *in situ* par la réalisation d'un nombre limité de mesures de radioactivité afin de s'assurer de l'absence d'impact sanitaire et environnemental des stockages de cendres ;

Considérant qu'il y a lieu de prendre en compte le retour d'expérience des campagnes de mesure de radioactivité dans l'environnement engagées par Electricité de France autour des parcs à cendre des sites de Blénod-Pont-à-Mousson, La Maxe, Bouchain, Le Havre (site du Hode), et Cordemais ;

Sur la proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord,

## **ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup>** - La société EDF (ELECTRICITE DE FRANCE), dont le siège social est situé 22-30 Avenue de Wagram - 75008 PARIS, représentée par sa Direction Production Ingénierie Thermique, Centre de Post-Exploitation, située 16 allée Marcel Paul - 77360 VAIRES SUR MARNE et ci-après dénommée l'exploitant, est tenue de respecter, pour le site de l'ancienne centrale thermique de PONT-SUR-SAMBRE situé route de Pantegnies - 59138 PONT-SUR-SAMBRE, les dispositions complémentaires suivantes du présent arrêté.

Les prescriptions du présent chapitre s'appliquent au site ainsi qu'aux terrains extérieurs à l'emprise du site qui auraient été utilisés pour le stockage de matières premières ou substances contenant naturellement des radionucléides dont la zone terroir de l'ancienne centrale thermique de PONT-SUR-SAMBRE.

**Article 2** - L'article 3 « Etude de l'exposition de la population » de l'arrêté préfectoral du 22 juillet 2010 est modifié comme suit :

« L'exploitant est tenu de fournir à l'inspection des installations classées :

- I. *un rapport statuant sur la nécessité ou l'absence de nécessité de mettre à jour l'étude générique d'exposition de la population aux rayonnements ionisants d'origine naturelle suite à la réalisation des deux campagnes de prélèvement d'eaux souterraines mentionnées à l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 22 juillet 2010 ;*
- II. *une mise à jour de l'étude générique précitée, si ce rapport conclut à la nécessité d'une telle mise à jour. »*

**Article 3** - L'article 4 « Echancier » de l'arrêté préfectoral du 22 juillet 2010 est modifié comme suit :

« Les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 22 juillet 2010 devront être exécutées dans les délais suivants à compter de sa notification :

| <b>CAMPAGNES DE MESURES DANS LES EAUX SOUTERRAINES</b>   |   |
|--|---|
| <i>Envoi des résultats de la première campagne accompagnés d'une note méthodologique précisant notamment les modalités de détermination des lieux de prélèvement</i>               | <i>Dès réalisation</i>  |
| <i>Envoi des résultats de la première et de la deuxième campagnes de prélèvements</i>  | <i>Au plus tard 24 mois</i>   |
| <i>Rapport statuant sur la nécessité ou l'absence de nécessité de poursuivre une surveillance radiologique des eaux souterraines</i>   | <i>Dans les trois mois suivant la transmission des derniers résultats</i>   |
| <b>ETUDE DE L'EXPOSITION DE LA POPULATION</b>  |   |
| <i>Rapport statuant sur la nécessité ou l'absence de nécessité de mettre à jour l'étude générique d'exposition de la population aux rayonnements ionisants d'origine naturelle</i> | <i>Dans les trois mois suivant la transmission des derniers résultats des campagnes de mesures dans les eaux souterraines</i>   |
| <i>Mise à jour l'étude générique d'exposition de la population aux rayonnements ionisants d'origine naturelle</i>  | <i>Au plus tard 6 mois après la transmission du rapport statuant sur la nécessité ou non de mettre à jour l'étude générique</i> |

**Article 4** - Tous les frais occasionnés par les études et travaux menés en application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 5 - Faute par l'exploitant de se conformer aux dispositions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L514-1 du Code de l'Environnement.

Article 6 - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de LILLE :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L511-1 du Code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou l'affichage de cette décision.

Article 7 - Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord et Monsieur le Sous-Préfet d'Avesnes-sur-Helpe sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée à :

- Monsieur le maire de PONT-SUR-SAMBRE,
- Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement,
- Madame et Messieurs les chefs des services concernés par une ou plusieurs dispositions de l'arrêté.

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé à la mairie de PONT-SUR-SAMBRE et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire,
- Le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins de l'exploitant,

Fait à Lille, le

09 FEV. 2011

Le préfet,

Pour le Préfet,

Le Secrétaire Général Adjoint,

Yves de Roquefeuil

